

27 mai 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations Nord-Sud, le protectionnisme et les relations franco-québécoises, Montréal, mercredi 27 mai 1987.

M. BOURASSA.- Mesdames, messieurs, j'ai été évidemment très heureux au nom du Québec de recevoir M. Mitterrand, Président de la République française, dans sa première visite comme Président au Québec. Nous étions à Gaspé, hier, à Québec, à Montréal aujourd'hui et partout nous avons reçu un accueil très chaleureux. Comme je le disais hier, c'est pour le Québec un événement extraordinaire cette venue du Président de la République : elle permet de consolider ses relations directes et privilégiées entre la France et le Québec. La France est le plus précieux allié politique du Québec depuis 25 ans, depuis le début de la révolution tranquille et c'est l'un des principaux héritages de la révolution tranquille cette consolidation des relations directes et privilégiées, cette coopération d'abord dans le domaine de l'éducation et de la culture, qui s'est développé et renforcé dans les secteurs de l'économie et dans les secteurs sociaux.

- C'est donc avec beaucoup de fierté que je recevais au nom de mes convictions le Président de la République. Et je puis lui dire que nous serons toujours extrêmement heureux de poursuivre et de développer cette collaboration entre la France et le Québec.

- LE PRESIDENT.- J'ajouterai quelques mots à ces propos très amicaux de M. le Premier ministre. D'abord pour saluer la presse, celle du Québec, celle qui est venue de plus loin, en particulier mes compagnons de voyage français et les correspondants de toute la presse extérieure qui me font l'honneur d'être ici.

- Vous avez suivi ce voyage des deux journées déjà évoquées et deux autres, aujourd'hui et demain, vont suivre et elles me mèneront, après Montréal, à la Saskatchewan et à Toronto. Les enseignements que l'on pourra tirer de mes conversations avec les autorités du Canada et les autorités du Québec feront l'objet de commentaires, une fois prise un peu la distance. Dès maintenant ce sont des impressions, des constatations, qu'il peut être intéressant d'examiner avec vous. Ce matin en tout cas je suis à votre disposition pour cela. Je pense que le plus sage, c'est précisément de demander à mesdames et messieurs les journalistes de bien vouloir poser les questions de leur choix.

- Mais je ne veux pas arrêter ce rapide exhorté sans remercier M. le Premier ministre Bourassa, les autorités québécoises et l'ensemble des forces politiques du Québec que j'ai eu la joie de rencontrer au cours des heures de la journée d'hier. Cela a été pour moi très enrichissant et je dirai plus simplement que j'ai veillé depuis six ans, non seulement à maintenir les relations directes et privilégiées avec le Québec mais encore à les enrichir : témoin, la conférence dite "Sommet des pays francophones - une quarantaine de pays - qui se tiendra à Québec au début du mois de septembre, qui me permettra de revenir dans un peu plus de trois mois seulement et qui marquera, je crois, une étape très importante de la situation du Québec dans le monde auprès de toutes celles et de tous ceux qui, sur les cinq continents, se reconnaissent dans la culture, dans notre culture commune, c'est-à-dire dans la culture française.

QUESTION.- Certains ont remarqué que lors de votre passage à Ottawa, vous avez évité de prononcer un certain mot, "Le Québec", et que lors de votre passage au Québec, vous n'avez pas beaucoup parlé du mot Canada. Est-ce qu'on va en conclure...

- LE PRESIDENT.- Je n'ai rien évité du tout. A Ottawa, j'ai tout naturellement parlé du Canada et

à Québec, j'ai tout naturellement parlé du Québec, c'est tout.

- QUESTION.- A Ottawa, vous avez beaucoup parlé de vos nouveaux rapports avec le Canada : vous avez parlé d'échanges économiques. Et à Québec, vous avez parlé d'enrichir vos rapports avec le Québec. Mais vous avez surtout parlé sur le -plan linguistique et culturel. Est-ce que vos nouveaux rapports avec le Canada ne doivent pas faire craindre aux Québécois qu'il ne va plus leur rester que le folklore dans les relations avec la France ?

- LE PRESIDENT.- Vous me demandez ce que je pense. Or, votre question consiste à me dire ce que vous pensez, vous !... C'est ce qui arrive souvent, d'ailleurs. Vous n'êtes pas la première à qui ça arrive...

- QUESTION.- Est-ce que c'est cela que vous pensez ?

- LE PRESIDENT.- Eh non, c'est faux. Vous avez remarqué que j'avais parlé de la culture parce que c'est un problème important, très important sur lequel insistent beaucoup mes interlocuteurs québécois. Mais j'ai dit aussi au cours de mes discours publics et mes interventions que dans beaucoup de domaines nous avons resserré nos liens économiques. Nous avons même pas mal de précisions qui nous permettront d'accroître ces échanges. Alors, je crois que c'est une interprétation purement personnelle, de votre part, bien entendu, pas de la mienne.\

QUESTION.- A Ottawa, vous avez parlé de partage des surplus de capitaux avec le tiers monde. Au premier sommet francophone, c'est M. Bourassa qui a mentionné la possibilité de partager des surplus agricoles. Est-ce que dans vos discussions avec M. Bourassa, vous avez précisé la possibilité de discuter l'agenda du sommet francophone à Québec ?

- LE PRESIDENT.- Tout est toujours lié. Mais, à l'origine de ma déclaration d'Ottawa, on trouve les déclarations que j'avais déjà faites lorsque j'ai invité à venir me voir l'ensemble des ministres de l'OCDE à Paris. J'avais déjà développé les thèmes principaux que j'ai repris à Ottawa en les mettant simplement en bon ordre. L'une de mes préoccupations principales est de savoir de quelle manière les pays industriels avancés se décideraient enfin à développer un plan d'aide aux pays en voie de développement, d'abord aux plus pauvres £ et comment commencer de répondre aux interrogations qui deviennent dramatiques des pays endettés. C'est donc un problème de caractère planétaire qui se pose, qui n'est pas spécifique bien entendu, aux relations franco-canadiennes puisque ce discours a été prononcé à Ottawa. Mais je dois dire qu'au cours des conversations que j'ai eues, soit avec M. Mulroney, soit avec M. Bourassa, j'ai trouvé, dans toutes les instances internationales, vos représentants très sensibles à ce type de questions.

- Cela veut dire qu'il y a une sensibilité commune avec la France qui fait que nous sommes deux des pays qui sont à l'avant-garde, qui constamment rappellent aux pays industriels avancés qu'ils ont, non seulement des devoirs par -rapport aux pays en voie de développement mais que, par -rapport à eux-mêmes, ce serait peut-être une bonne façon de défendre leurs propres intérêts par le renouvellement des termes de l'échange. Alors autour de cela, devant les ministres de l'OCDE, puis devant le Parlement, à Ottawa, j'ai résumé en quatre points la façon dont je concevais une action internationale pour l'aide multilatérale aux pays en voie de développement. Beaucoup de ces idées courent les rues. Encore faudrait-il les mettre en ordre et surtout en pratique. L'idée de recycler - recyclage de ces surplus financiers - cela fait déjà quelques années - c'était dans les années qui précédaient 1981 - qu'elle existe. On emploie des surplus des pays du Moyen-Orient en particulier, et de grandes actions ont été menées à plusieurs reprises lors des grandes crises mondiales, dès lors que certains pays, plus vite que d'autres, pouvaient disposer de disponibilités.

- Il se trouve que le Japon, aujourd'hui, a des grands surplus. Il se trouve que l'Allemagne en dispose d'importants pour n'en citer que deux pour l'instant, pays qui au demeurant sont disposés à agir dans ce sens. Des échanges de vues ont déjà eu lieu et j'étais informé de ces dispositions. Mais il faut les mettre en pratique et le Sommet de Venise, à cet égard, est une occasion exceptionnelle. A supposer que ce sommet se déroule sans que les pays endettés, l'ensemble des pays en voie de développement et surtout les plus pauvres, n'aient aucun écho, aucune réponse à leurs préoccupations, ce serait désastreux. Alors je m'efforce d'avoir quelques idées simples, c'est-à-dire d'avoir quelques idées claires et je les ai proposées. Voilà toute l'histoire, monsieur.\

QUESTION.- On a le sentiment que le discours d'Ottawa ressemble un peu aux discours que vous faites souvent en France : vous mettez souvent l'accent sur le rassemblement. On a l'impression que pour vous c'est un problème prioritaire et on l'a peut-être senti à Ottawa lorsque vous avez mis l'accent sur un rapprochement Canada anglophone et francophone pour combattre les dangers et les problèmes qui se posent sur la planète. Pour vous c'est prioritaire, cela rejoint un peu la question précédente.

- LE PRESIDENT.- Vous savez dans les problèmes spécifiques au Canada, cela relève de l'autorité souveraine du peuple et non pas de mon opinion à moi, ami mais étranger. Je n'interviens donc pas sur ce -plan quel que soit, au demeurant, mes propres pensées, mes propres références, disons de citoyen du monde et de Français, qui sont naturellement très proches de ce qui se passe ici. Mais en tant que chef d'Etat et Président de la République française, je dis : "cela relève de l'autorité souveraine du peuple". Alors rassembler.. Je n'ai pas à rassembler ici, ce n'est pas ma tâche. Si je peux y contribuer, bien entendu. Mais enfin...

- Nous avons parlé tout à l'heure avec votre prédécesseur, des pays en voie de développement. J'ai peur de me répéter devant vous qui êtes Français et qui m'entendez souvent - et peut-être trop quand nous sommes en France - mais vraiment, pour moi, une réponse à apporter aux drames du tiers monde et au fossé qui s'élargit entre les pays riches et les pays pauvres, c'est la donnée principale des temps qui viennent. C'est le facteur générateur des futurs drames, des pires drames, du conflit, des affrontements, de la division des sociétés humaines avec tout ce que cela peut entraîner : la misère, la faim, la peur, la guerre, les persécutions. Il faut y répondre. Et comment pourrait-on imaginer que les pays, on va dire les sept en particulier, resteraient spectateurs de cette situation sans comprendre que leur responsabilité est engagée plus que quiconque. Alors je les invite à se rassembler pour aborder ce problème par priorité. Disons qu'il y a quelques priorités mondiales.

- La première, c'est la paix, donc le désarmement. La deuxième c'est l'aide ou plutôt un plan de développement pour le monde qui se trouve aujourd'hui affronté aux pires périodes, l'essentiel du tiers monde. La troisième, c'est commencer à esquisser - mais ce troisième est lié au deuxième - un ordre monétaire international. Et pour moi Français, quatrième priorité qui dans l'ordre se trouve souvent même la première, c'est la volonté politique de construire notre Europe. Voilà, j'ai parlé d'idées simples, en voilà. Et j'aimerais sur les trois premières rassembler le maximum de concours dans le monde entier, sur la quatrième au moins rassembler les Européens. Voilà ce que je puis vous répondre.\

QUESTION.- La semaine dernière, le ministre des affaires extérieures du Canada faisait référence à la guerre du blé que se livrent la France et les Etats-Unis, faisait référence aussi à la mauvaise situation financière dans laquelle se retrouvent les fermiers de l'Ouest que vous verrez dans la dernière portion de votre voyage. Avez-vous abordé cette question qui préoccupe sérieusement le gouvernement du Canada avec vos interlocuteurs depuis votre arrivée ?

- LE PRESIDENT.- Nous en avons parlé, monsieur. J'ai même répondu pour partie déjà publiquement. Inutile de se jeter à la figure des accusations mutuelles : le protectionnisme est partout. Tous les pays du monde, en mesure de prendre part au commerce international, se protègent, plus ou moins. Il faudrait d'abord s'adresser à ceux qui font plus plutôt qu'à ceux qui font moins. Et j'ai remarqué que ceux qui font plus ont tendance à se faire très accusateurs à l'égard de ceux qui font moins. Par exemple, la Communauté européenne fait plutôt moins que ne le font les Etats-Unis d'Amérique pour la protection de leurs ressortissants. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, on pourrait trouver d'autres comparaisons mais enfin puisque c'est le sujet...

- Il y a d'ailleurs des discussions actuellement entre Etats-Unis d'Amérique et Canada pour organiser une sorte de zone de libre échange entre eux. Après tout, je n'y vois aucun inconvénient et même le cas échéant, je n'y vois que des avantages dès lors que cela s'inscrirait dans les règles fixées par le GATT, je veux dire par la négociation internationale au sein d'organismes moins connus par nous tous.\

`Suite sur le protectionnisme`

- J'avais eu un conflit assez rude à Bonn, c'était en 1985, avec M. Reagan sur ce sujet-là car les Etats-Unis d'Amérique, qui se faisaient accusateurs, qui accusaient la Communauté du Marché commun de pratiquer une aide chez les agriculteurs, demandaient que très rapidement fût convoqué le GATT, l'assemblée générale du GATT, projet que je trouvais tout à fait admissible et désirable. C'est bon que ces pays se rencontrent et travaillent ensemble pour éliminer des formes de protectionnisme et non pas pour favoriser celui-ci plutôt que celui-là.

- Or, à l'époque un seul projet était à peu près au point, je veux dire était en mesure d'être discuté, c'était le débat agricole et particulièrement le blé avec ce que cela supposait : la façon dont les Etats-Unis d'Amérique subventionnent leurs producteurs, la façon dont le Marché commun se protège, la nouvelle demande de grands pays du tiers-monde qui ont besoin de débouchés eux-mêmes.

- Je n'ai dédaigné aucunement l'importance de l'agriculture mais je ne trouvais pas normal que l'on pût parler de protectionnisme en disant d'abord : "réduisons le protectionnisme agricole, on parlera du reste plus tard", alors que nous Français, nous souffrons éminemment de bien d'autres formes de protectionnisme industriel, de normes des services, enfin bref des échanges dans leur globalité. Cela nous a conduit à nous opposer sur le délai à apporter pour que le GATT soit en mesure, lorsqu'il se réunirait d'aborder l'ensemble des problèmes et non point pendant un an, deux ans, le dossier agricole, isolé du contexte. La France est un grand producteur agricole, elle a une puissante industrie agro-alimentaire : il n'y a aucune raison qu'elle se trouve exposée à des accusations, des critiques, tandis qu'on laisserait de côté le comportement japonais, le comportement américain et puis les autres, tous les autres. Il faut donc avoir une vue globale de ces choses et j'ai le sentiment qu'à Punta del Este, on a pu s'engager sur ce terrain d'une façon un peu plus sérieuse et globale. Mais à tout moment, cela repart et cela revient : les céréales et puis le reste. Comme il y a de grands producteurs canadiens, je suppose que, d'une façon tout à fait légitime, ils éprouvent aussi les mêmes craintes en se disant que pour ne pas être victimes des surenchères concurrentes ...

- Cela vous surprendra, vous croirez que je plaide pour mon saint mais je dirai que l'Europe du Marché commun subventionne moins ses producteurs que ses plus grands compétiteurs dans le monde. Enfin, cela on ne le saura qu'après avoir procédé à un examen du total. Il faut que tout soit sur la table. J'ai déjà cité cet exemple, je crois, au cours de ce voyage : l'exemple japonais ☞ parce qu'il m'avait frappé, parce qu'un puissant industriel français m'en avait fait la confidence. Ils fabriquent beaucoup de choses, en particulier des pots de yaourts. Aujourd'hui, ces pots de yaourts rencontrent un marché très important au Japon. Mais avant de vendre son premier petit pot de yaourt, il a fallu sept ans ! Et chaque fois que l'on s'adressait aux autorités japonaises, elles répondaient : "mais il n'y a pas de lois protectionnistes, il n'y a pas de règlement protectionniste, alors je vous en prie, allez-y, le marché est ouvert". Mais il n'était pas ouvert parce qu'il y a beaucoup d'autres façons de faire du protectionnisme...

- Il faut que tout soit sur la table, voilà ce que nous demandons et nous sommes prêts. Et moi, j'encourage tout gouvernement de la République de la France à accepter les justes conditions qui conduiraient à la suppression des barrières protectionnistes, donc à tirer les conséquences pour nous-mêmes de ce que les autres auraient dû accepter : c'est la moindre des choses.\

QUESTION (Ralph Pinto, France-Inter).- Monsieur le Président, il y a vingt ans ici à Montréal, le général de Gaulle disait : "Vive le Québec libre". Vingt ans après, pour vous, est-ce qu'il en reste quelque chose ? et surtout, est-ce que cela a servi le Québec ou au contraire, est-ce que cela l'a desservi ?

- LE PRESIDENT.- Je ne ferai pas de commentaire là-dessus. On passe notre temps à voyager ensemble et vous me posez encore des questions comme cela !...

- Je dirai simplement que je constate que le Québec existe.. Et un adverbe me venait à l'esprit, qui risque d'être très mal compris.. Et diablement, il existe !.. Et je crois qu'en effet au cours de ces vingt cinq dernières années - c'est d'ailleurs M. le Premier ministre, M. Bourassa, qui l'a dit lui-même bien entendu, ce qui s'est passé il y a vingt ans - c'est encore moins que vingt cinq ans - cela a bien dû y contribuer ! Ce n'est pas à nous de définir les structures de l'Etat fédéral canadien. ce n'est pas à nous de déterminer les droits et les pouvoirs du Québec. Mais, quelque

condamner, ce n'est pas à nous de déterminer les droits et les pouvoirs du Québec. Mais, quelque voeu que nous ayons pour nos amis et nos frères du Québec. Mais ce qui est vrai, c'est que ce qui a été engagé il y a un quart de siècle se poursuit. Et, je vous le disais pour commencer, au cours de ces six dernières années, j'ai veillé à ce que non seulement fût maintenu l'ensemble des dispositions qui avaient permis d'avoir un traitement privilégié, particulier dans les affaires de la France et du Québec mais à les accroître. Et je crois vraiment que cela a été la bonne initiative. Il est normal que je m'en prévale puisqu'on peut réunir à Québec la francophonie Σ quarante pays dans le monde, ce n'est pas si mal et sur les cinq continents !... et nous avons à l'heure actuelle un représentant éminent qui s'en occupe avec beaucoup de dévouement et d'intérêt. Je pense que c'est un acte qui montre bien que le Québec existe en tant que tel. Vous savez, si j'étais journaliste, moi, j'aurais tout de suite posé cette question aussi, hein ? Mais je ne suis pas journaliste !.. Et je ne me place pas par -rapport à.. Qu'est-ce que cela veut dire ? Il y a vingt ans, c'était il y a vingt ans. En 1987, comme vous avez pu le constater, cela se passe un peu différemment.

- QUESTION.- Je voudrais juste compléter un tout petit peu la question en vous demandant simplement : le Québec aujourd'hui est-il libre, vraiment libre ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je me répète, M. Bourassa ?

- M. BOURASSA.- ...

- QUESTION.- Selon vous, en deux mots : une impression, monsieur le Président, votre impression après deux jours.

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je me suis adressé aux responsables du Québec qui m'ont parlé comme les responsables d'un Etat et qui ont constamment fait appel à ce statut ou à ses relations... particulières, directes, et privilégiées. Et je leur ai répondu de la même façon. Maintenant, c'est un Etat qui se trouve sur le -plan du droit international dans le cas d'un Etat fédéral, et moi mon devoir et ma conviction sont de respecter cet Etat. Voilà, il n'y a pas de contradiction dans mon esprit.

- M. BOURASSA.- Je crois quand même que votre question relève plus du sens de l'humour que de la réalité politique.

- QUESTION.- Oui, ou non ? quand même ! Est-ce juste ?

- LE PRESIDENT.- Soyons sérieux. Mais enfin, madame je connais le sérieux des journalistes qui s'adressent à nous. Vous voudriez que je vous réponde quoi ? Est-ce que j'ai le sentiment que le Québec vit sa vie ? Autant que le désirent tous les Québécois ? Sans doute pas, puisque je suis quand même au courant des luttes d'opinions qui s'y déroulent. Beaucoup plus que d'autres ne le voudraient ? C'est évident aussi, si j'en juge pas un certain nombre de déclarations très récentes. Donc, laissons maintenant les dirigeants du Québec.

LE PRESIDENT `suite`.- Moi j'ai le sentiment que le Québec est une réalité politique vivante, bien entendu, d'une façon très importante par -rapport à la France. Le Québec est le seul partenaire avec lequel nous avons un Consulat général doté de pouvoirs particuliers Σ il y a en France une délégation générale du Québec qui dispose. Nous n'avons pas coutume d'agir ainsi avec les autres Etats reconnus sur la scène internationale, c'est-à-dire de traiter avec ce qui, sur le -plan du droit international apparaît comme une partie d'eux-mêmes. Si on l'a fait, c'est bien parce que nous estimons que c'est une réalité et toute réalité vous savez, impose, crée des droits et impose des devoirs.

- QUESTION.- ...recibler sa politique étrangère avec le Canada et à normaliser graduellement les rapports avec l'ensemble du Canada au cours des deux dernières années.

- LE PRESIDENT.- Au cours des deux dernières années, c'est tout à fait inexact : moi, j'ai toujours considéré que le Canada était un grand pays ami de la France. Je n'ai pas rayé le Canada de la carte du monde par la seule fantaisie de mon imagination !.. Je crois connaître à peu près la carte du monde, je crois connaître à peu près la liste des Etats reconnus par les autres et même ceux qui ne le sont pas, et, avec le Canada, je tiens à ce que la France ait de bonnes relations. J'aimerais bien que le Canada ait toujours la même volonté aussi, parce que du côté de la pêche, là, je n'ai pas tout à fait le sentiment ... Avec le Canada, nous entretenons des relations cordiales et je désire que ces relations s'affermissent et ce n'est aucunement intervenir

dans le problème particulier Canada-Québec en tant qu'Etat participant au sommet des Sept, en tant qu'Etat ayant une place éminente dans la société internationale. Voilà, cela me paraît tellement relever du bon sens que je regrette d'en parler si longtemps.\

QUESTION.- On vous fait faire une gymnastique intellectuelle énorme en passant d'un sujet à un autre, mais je crois que vous êtes à la hauteur. Dans votre discours à l'Assemblée nationale, et encore tout à l'heure, vous avez mentionné, vous avez plutôt appuyé très fort le sujet de la paix dans le monde. Or, j'aimerais vous poser une question cruciale. Est-ce que la France va se souvenir un jour qu'elle avait des liens traditionnels qui remontent aux croisades avec le Liban...

- LE PRESIDENT.- Mais votre question est d'une injustice incroyable. Va-t-elle se souvenir un jour...

- QUESTION.- Va-t-elle se souvenir un jour que le Liban existe.

- LE PRESIDENT.- La France, madame, - je m'excuse de vous arrêter bien que vous m'ayez parlé très gentiment et sans rigueur particulière, mais le sujet m'importe et m'indigne presque - la France a consacré, a accepté le sacrifice d'un peu plus de cent de ses fils au cours de ces derniers temps pour la défense de l'indépendance et de la liberté du Liban. C'est le seul pays au monde qui ait accepté ce sacrifice. Nous ne devrions pas - nous sommes membres permanents du Conseil de sécurité - nous ne devrions pas appartenir au contingent des forces unies qui se trouvent au Liban, parce que ce n'est pas la tradition qu'un membre permanent y soit. Nous y sommes par vocation particulière à défendre le Liban, alors nous n'avons pas le souvenir...

- QUESTION.- Vous avez le souvenir, vous avez le souvenir disons affectif mais le souvenir vraiment effectif...

- LE PRESIDENT.- C'est ce que je viens de vous dire madame, la mort de nos enfants et l'opinion française qui en a beaucoup souffert accepte cependant que les gouvernements prennent ce type de décisions.

- QUESTION.- C'est exact, mais politiquement on ne peut compter que sur la France pour pouvoir solutionner ce problème dans ce pays. Et je demande si la France politiquement va se lever pour solutionner elle-même un problème, aider à soutenir vraiment le Président de la République ?

- LE PRESIDENT.- D'abord madame, le problème c'est celui des Libanais, il me semble. Nous avons des relations amicales et constantes avec le Président Gemayel qui nous a rendu visite encore récemment. Mais nous ne pouvons pas nous substituer, régler par nos propres soins la lutte de factions encouragées, au demeurant, par les influences extérieures. Si cela dépendait de notre volonté, ce serait déjà réglé madame.\

QUESTION (Dominique Laury, Antenne 2).- Le comité de soutien au prisonnier politique arabe CSPPA vient d'annoncer qu'il y aura un été chaud à Paris, c'est-à-dire des attentats. Je voudrais savoir quelle est votre réaction ?

- LE PRESIDENT.- M. Laury, comment pouvez-vous également me poser cette question ? La réaction du Président de la République française et celle du gouvernement de la République doit consister à faire leur devoir, c'est-à-dire à prémunir la France contre ce type de danger et d'engager, de continuer à organiser la lutte contre le terrorisme partout où il se trouve. C'est tout, c'est simple. Il n'y a pas de compromis possible avec le terrorisme.

- QUESTION.- Monsieur le Président il y a demain à Paris un sommet international auquel participe le ministre canadien.. Est-ce que vous approuvez...

- LE PRESIDENT.- Il existe déjà des organismes de coordination des polices et des moyens de lutte, services de renseignements et d'action entre de nombreux pays, notamment de l'Ouest de l'Europe avec les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, ainsi ce qui se déroule actuellement à Paris. Ces organismes ont été constitués au cours de ces dernières années, ils fonctionnent très activement, ils ont resserré leurs liens devant les nouvelles agressions terroristes qui se multiplient à travers le monde. Donc, non seulement je les encourage, mais encore je souhaite que ces liens se resserrent & mais ils n'ont rien de commun, madame, avec une organisation reliée au sommet de Venise. Il n'y a pas d'institution qui fasse des sept pays du sommet de Venise une sorte de gouvernement mondial. Ces organisations de lutte contre le terrorisme existent indépendamment des sommets des Sept et réunissent d'ailleurs beaucoup plus d'Etats

que les Sept en question. Comment imaginez-vous que de telles réunions puissent se dérouler avec la participation française sans que j'en sois d'accord.\

QUESTION.- Monsieur le Président, juste avant votre arrivée, un Député conservateur anglophone du parti de la majorité de M. Mulroney déclarait que pour résoudre le problème et le contentieux des pêches entre la France et le Canada, la solution serait peut-être de céder purement et simplement Saint-Pierre et Miquelon au Canada. Qu'est-ce que vous pensez de cette idée ? Et est-ce que les habitants pourraient, si un jour ils en manifestaient le désir, s'exprimer sur cette question ?

- LE PRESIDENT.- On va d'abord répondre à la dernière question. Lorsqu'une population s'exprime démocratiquement pour décider de son propre destin, l'habitude de la France n'est pas de s'y opposer. Permettez-moi de le dire, c'est peut-être une analyse purement personnelle, et sur la base d'une information imparfaite, mais je n'ai pas le sentiment que ce soit exactement dans cette direction que s'oriente la volonté des habitants de Saint-Pierre et Miquelon. Je me demande même si.... Enfin bon... Je ne sais pas quel est le député qui a dit cela, je ne voudrais vraiment pas l'offenser, mais il y a des opinions farfelues un peu partout dans le monde.

- Vous avez raison, quitte à régler le blocus des ports canadiens, cela il n'y a pas de doute, serait efficace. J'espère bien que ce n'est pas ce que recherche le gouvernement canadien, ce serait dérisoire et, je ne l'en soupçonne pas, même si je désapprouve la façon de faire qui consiste en pleine négociation à agir unilatéralement et de cette façon.\

QUESTION.- Monsieur le Président, hier, vous avez parlé abondamment de la langue française. A Gaspé, je crois, vous avez dit à un moment donné qu'elle n'était pas seulement la langue commune du Québec et de la France mais la langue de tout le nord du continent. Vous avez employé l'expression le nord du continent et vous avez ajouté : là où elle ne l'est pas, il faudrait faire en sorte qu'elle le devienne.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas une ambition pareille.

- QUESTION.- De notre continent vous avez dit...

- LE PRESIDENT.- Oui, enfin peut-être, je pourrais en rêver mais je n'ai pas pensé que tous les Américains allaient se mettre à parler français.

- QUESTION.- Du nord du continent de l'Amérique du Nord, à savoir, c'est ce que vous avez dit.

- LE PRESIDENT.- Le Nord dans le Nord, vous pensez à l'Arctique ?

- QUESTION.- Non, mais je pensais au Nouveau Brunswick, au Québec, à l'Ontario et vous avez dit là où elle n'allait pas dans les faits, il faudrait travailler sur l'ensemble pour qu'elle le devienne ?

- LE PRESIDENT.- J'avais à l'esprit que plus il y aurait de gens qui parleront français, y compris au Canada, mieux cela vaudra, selon moi, bien entendu.\

QUESTION.- Monsieur le président vous avez parlé de désarmement encore aujourd'hui. Je voudrais savoir encore : est-il question dans vos discussions ou dans les discussions de votre délégation de questions de vente d'armes au Canada ? Et comment conciliez-vous votre désir de désarmement de la France marchand d'armes ?

- LE PRESIDENT.- Marchand d'armes, merveilleux de dire cela ! C'est vrai que l'on en vend, que pour en vendre il faut que l'on nous en achète. Il y a donc des acheteurs et des vendeurs. Des sous-marins nucléaires en effet sont les armes, vous avez raison de le dire.

- La question a été posée déjà. Est-ce que le Canada demandera à la France de lui vendre des sous-marins nucléaires ? Cette question est examinée pour l'instant au Canada. La décision n'a pas été prise par le Canada de le demander. Il doit y avoir tout simplement, j'imagine, concurrence entre plusieurs vendeurs possibles. La proposition appartient maintenant au Canada. La France l'examinera & elle n'a d'ailleurs aucune raison a priori de s'y opposer. Je dirai tout de suite que, s'il s'agissait d'exprimer une opinion personnelle, le gouvernement canadien serait bien inspiré s'il demandait à la technique française d'apporter cette réponse. C'est son domaine et vraiment j'aurai mauvaise grâce à insister.\

`Suite sur les ventes d'armes et le désarmement`

- Mais vous prenez ce problème, monsieur, sous un angle qui me paraît un peu tendancieux. Il y a en l'Union soviétique, d'après nos estimations qui sont sérieuses, environ 11000 charges

à l'Union soviétique, et après nos estimations qui sont sensées, environ 11000 charges nucléaires en mesure d'atteindre n'importe quel secteur du continent européen, 11000. Il y a environ 12 à 13000 charges nucléaires aux Etats-Unis d'Amérique il y a environ 12 à 13000 charges nucléaires, les Etats-Unis d'Amérique en mesurent le traversé atlantique. La France dispose d'un peu plus de 150 armes de ce type, qu'elle est en passe de démultiplier au cours des années prochaines, mais jusqu'à un niveau qui ne dépasserait pas 500. La Grande-Bretagne en a une centaine. Les chiffres chinois, je ne les connais pas, mais ils sont de cet ordre là.

- 13000, 11000, 150, 70, 90, 100 : et c'est à la France que l'on pose cette question ?.. Ce n'est pas d'abord aux deux plus grandes puissances qu'on devrait poser la question de leur désarmement stratégique ? Ils ont voulu esquisser une proposition de ce genre lorsqu'ils se sont rencontrés à Reykjavik, ils ont parlé de la réduction, ils ont même imaginé un moment la suppression. Au moins la réduction de 50 %, c'eut été une excellente initiative. Et j'ai dit à la tribune des Nations unies, en 1983, que la France accepterait de participer au désarmement nucléaire général, dès lors que l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique auraient réduit de façon déjà considérable leur propre armement nucléaire.

- Et c'est à la France que l'on pose cette question ?... Un débat vient d'être ouvert sur ce que l'on appelle les forces intermédiaires. Vous savez ce que c'est que les forces intermédiaires ? On appelle forces intermédiaires, les forces qui ne traversent pas l'Atlantique, définition d'ailleurs géographique qui me paraît toujours très étrange parce que moi, j'aime bien l'Atlantique, mais enfin, lorsque je regarde ce qui se passe ou les menaces qui peuvent venir de tel endroit ou de tel autre, on est bien obligé de se préoccuper également de ce qui pourrait venir d'Europe. Et pour nous, tout est stratégique dès lors que cela peut nous atteindre. Il n'y a pas deux sortes d'euromissiles, dès lors que les euromissiles nous atteignent. La totalité de l'armement soviétique sont des euromissiles : c'est ce que j'ai eu l'occasion de dire à M. Vorontsov que m'avait adressé M. Gorbatchev, il y a quelques semaines.

- Et c'est à la France que l'on s'adresse ? Soyons sérieux ! La France participera au désarmement général nucléaire dès lors que les plus grandes puissances auront fait un acte décisif dans leur désarmement, sur les armes nucléaires intermédiaires spécifiquement européennes, je ne dis pas de propriété européenne mais de portée européenne pouvant toucher à un territoire qui s'appelle l'Europe ou les pays d'Europe. Nous sommes favorables à ce désarmement.

- J'ai dit que nous étions favorables à l'option "zéro". J'ai dit que la double option zéro, dès lors qu'une concertation européenne aurait abouti à une position raisonnable commune, c'est très bien. Le problème particulier d'arme sur lequel l'Allemagne a une propriété sont les armes - pardonnez ces techniques - qu'on appelle Pershing 1A : problème spécial.. Mais c'est à l'Allemagne d'en débattre pour l'instant. Alors vendeur d'armes, excusez du peu ! Vous n'avez pas entendu parler des ventes d'armes ? La France est favorable au désarmement, souhaite que l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique donnent l'exemple et n'entend pas se désarmer si les autres ne le font pas. C'est simple. Nous préservons notre capacité de dissuasion nucléaire sous commandement autonome tout le temps que les conditions stratégiques mondiales n'auront pas changé. C'est notre droit à nous. C'est notre droit à la sécurité. J'espère que ma réponse, si elle ne vous convainc pas, vous paraîtra claire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez parlé tout à l'heure de quatre points qui vous tiennent particulièrement à coeur et que vous voulez aborder au sommet de Venise. Mais j'ai mal compris : je ne vous ai pas entendu aborder la question des droits de l'homme ? Est-ce que vous en avez parlé avec le Premier ministre ?

- LE PRESIDENT.- Nous en parlerons à Venise. Déjà le terrorisme est à l'ordre du jour. Les droits de l'homme sont à l'ordre du jour chaque jour, pas besoin de grandes affirmations cent fois répétées. La France intervient toujours lorsque les droits de l'homme sont bafoués. Donc je peux vous rassurer sur ce point.

- Pour terminer, je vais greffer ma dernière remarque sur la dernière question. Il faut vous convaincre, mesdames et messieurs, que le problème tel que vous l'avez posé en disant : "c'est difficile, cet équilibre permanent entre le Canada et le Québec".. Mais ce n'est pas difficile du tout ! Ce n'est pas difficile.. Il suffit de parler clairement et franchement. Nous avons des relations

internationales, publiques, et cordiales avec le Canada et nous traitons avec ce pays qui, dans le - cadre du droit international public est un grand pays sur la surface de la terre. Nous avons un accord particulier, privilégié avec le Québec. Et ceci - il faut le dire - le gouvernement canadien, non seulement le sachant mais, on vient de le voir pendant ces 48 premières heures, considérant la chose comme tout à fait normale puisque je vais des uns aux autres et je ne leur tiens pas deux langages. Au Québec, j'ai dit "ce n'est pas le rôle de la France que de trancher les éventuelles différences, s'il en est, de trancher la façon de concevoir la vie quotidienne et les grands axes politiques au Canada". J'ai dit "vous ne pouvez pas vous formaliser - d'ailleurs vous ne le faites pas - vous ne pouvez pas vous formaliser, vous fâcher, vous froisser de la démarche particulière que les Québécois et les Français ont entrepris entre eux. Ce n'est pas difficile du tout.\